

République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme

Direction de l'Action Sociale et de la Solidarité de la wilaya de Khenchela

Numéro d'identification fiscale (NIF) : 40012342008

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales, n°04/25

Le directeur centre polyvalent de sauvegarde de la jeunesse Khenchela annonce la procédure d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales

projet : suivie, réfection, Aménagement et rééquipement du centre polyvalent de sauvegarde de la jeunesse Khenchela

- Lot n° 01: travaux d'étanchéité et divers aménagement et réfection au niveau du Siege du centre polyvalent de sauvegarde de la jeunesse

- Lot n° 02: fourniture , pose et mise en marche de poste transformateur .

- Lot n° 03: Acquisition de divers équipements pour le centre polyvalent de sauvegarde de la jeunesse khenchela

Les personnes concernées par cette annonce doivent retirer le cahier des charges auprès de la Direction centre polyvalent de sauvegarde de la jeunesse wilaya de Khenchela, Adresse : cité enassim route de batna W Khenchela- bureau economie - Cette annonce s'adresse aux entreprises qualification 3 pour le lot 01 entrepreneur de batiment justifiant de capacité humaine et matériel pour le lot 02 la qualification deux est exigée Les offres seront déposées ou envoyées, conformément au cahier des charges, dans trois enveloppes distinctes, à l'intérieur d'une enveloppe extérieure opaque portant la mention « Elle ne sera ouverte que par la Commission d'Ouverture des Enveloppes et d'Evaluation des Offres - Appel d'Offres national Ouvert avec exigence de capacités minimales N° / »

L'offre comprendra les éléments suivants :

A. Dossier de candidature :

- Déclaration de candidature, jointe en annexe, renseignée, signée, cachetée et datée.- Déclaration de probité, jointe en annexe, renseignée, signée, cachetée et datée.- Copie de statuts de la société (SPA, SARL, SNC, EURL).- Document justifiant de la délégation de signature si nécessaire.- Copie du registre de commerce électronique portant le symbole requis pour ce lot.- Guide de présentation complet et détaillé contenant des photos et des fiches techniques portant les spécifications du matériel et des appareils requis (obligatoire lors de la soumission des offres).- Copie de Numéro d'identification fiscale (NIF).- Copie de Numéro statistique statistique (NIS).- Extrait de la déclaration fiscale (EXTRAIT DE RÔLE) en cours de validité, portant la mention « Non Inscrit à la Carte Nationale des Tricheurs » (joint avec un engagement d'apurement des dettes + un échéancier de paiement le cas échéant).- Extrait du casier judiciaire N° 03 du soumissionnaire datant de moins de 3 mois (à la date d'ouverture des enveloppes), contenant la mention « Néant ». Dans le cas contraire, l'offre doit être accompagnée d'une copie de la décision judiciaire et d'une fiche de jurisprudence, lorsqu'il s'agit d'une personne physique ; ou celles de dirigeant de l'établissement ou de directeur général de l'établissement, lorsqu'il s'agit d'une personne morale.

- CNAS,CASNOS, CACOBATPH actuels et valides.- Copie du relevé bancaire RIB.- Extrait de certificat C20.- Attestation de dépôt légal des comptes sociaux des entreprises.

B. Offre technique :

- Déclaration à souscrire, jointe en annexe, renseignée, signée, cachetée et datée.- Engagement sur les délais de livraison (copie jointe au cahier des charges).- Durée de garantie complémentaire liée aux appareils concernés (un engagement signé et cacheté précisant la durée de garantie pour chaque lot).- Certificats de garantie et engagement à effectuer le service après-vente, en expliquant la nature et le type de ces services.- Instructions pour les soumissionnaires signées, cachetées et datées.- Cahier des charges signé, cacheté et daté contient sur la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».

C. Offre financière :

- Lettre de soumission, jointe en annexe, renseignée, signée, cachetée et datée.- Bordereau des prix unitaires, joint en annexe, renseigné, signé, cacheté et daté.- Devis estimatif et quantitatif, joint en annexe, renseigné, signé, cacheté et daté.- La durée de préparation des offres est fixée à dix (10) jours à compter de la première publication de l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales, dans deux journaux nationaux + BOMOP.

- La date de dépôt des plis des offres est fixée au dernier jour de la durée de la préparation des offres jusqu'à (12 : 00) ; s'il arrive que ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date retenue pour la remise des offres sera prorogée au premier jour ouvrable suivant.

- La date d'ouverture d'enveloppes (candidature, technique et financière) aura lieu la même date de dépôt des offres à (13 :30h).

- Le service contractant peut prolonger le délai de préparation des offres, si les circonstances l'exigent, en publiant une correction et en établissant les droits et les devoirs du service contractant et des soumissionnaires en fonction du nouveau délai pour la préparation des offres.

- Les offres doivent être livrées directement au service contractant mentionné ci-dessus, et chaque offre déposée après la date indiquée ci-dessus est considérée annulée et ne sera pas ouverte.

- Le cahier des charges est retiré à la Direction de l'Action Sociale et de la Solidarité par le candidat ou le contractant ou par leurs représentants concernés à cet effet.

- Les candidats sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis des offres.

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres de soumission pendant un délai de trois mois, en ajoutant la durée de préparation des offres, à partir de la date du dépôt des offres.

Note : Les soumissionnaires sont invités à être conformes au cahier des charges établies par le service contractant et à remplir toutes les informations concernant (la déclaration de candidature, la déclaration de souscription, la déclaration d'intégrité, la lettre d'engagement) en écriture lisible. Ainsi, sera manuscrite à la dernière page du cahier des charges, la mention « lu et accepté », et il est strictement interdit le remplacement de n'importe quel document de ses composants par d'autres documents édités par eux-mêmes. Egalement, les documents joints aux offres doivent être valides et lisibles.